



**« Le déficit de financement de l'éducation dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure s'élève à 148 milliards de dollars US » – Campagne mondiale pour l'éducation.**

*Parallèlement, la fraude fiscale mondiale est estimée à 483 milliards de dollars US. Des militants de plus de 100 pays du monde, réunis à l'occasion de la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (SMAE), mettent en lumière ces données alarmantes et attirent l'attention des gouvernements et de la communauté internationale sur la nécessité de décoloniser le financement de l'éducation maintenant.*

On estime à 148 milliards de dollars le déficit annuel de financement de l'éducation dans les pays à revenu faible et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure. Les coûts supplémentaires dus aux fermetures d'écoles pendant le Covid-19 risquent d'accroître ce déficit de financement d'un tiers, soit entre 30 et 45 milliards de dollars.

Dans ce contexte, la Campagne mondiale pour l'éducation (CME), un réseau international de militants, d'experts et de communautés éducatives dans plus de 100 pays, souligne qu'il est urgent d'exiger une augmentation massive du financement, en veillant à ce qu'il soit responsable et atteigne les plus marginalisés, et que ces ressources soient utilisées pour renforcer les systèmes d'éducation publique gratuits au profit de tous.

La fraude fiscale au niveau mondial étant [estimée à 483 milliards de dollars](#), la CME rappelle également que la justice fiscale doit être une priorité pour garantir des ressources suffisantes et adéquates pour l'éducation.

Dans ce contexte et dans le but de faire pression pour aboutir à un agenda transformateur et décolonisateur pour le financement de l'éducation, la Semaine mondiale d'action pour l'éducation (SMAE) 2023, une campagne de mobilisation nationale, régionale et mondiale pour l'éducation coordonnée par la CME, amplifie les voix des communautés éducatives, des activistes et des organisations et mouvements sociaux, afin d'exiger des gouvernements et de la communauté internationale qu'ils agissent à plusieurs niveaux :

– ACTION SUR LA FISCALITÉ : augmenter les ratios impôts/produit national brut (PNB) par des réformes fiscales progressives. Et changer la façon dont les règles mondiales sont établies !

– ACTION SUR L'AUSTÉRITÉ : exhorter le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et les autres institutions financières internationales à supprimer les mesures d'austérité, les recommandations et les obstacles existants, notamment les contraintes salariales du secteur public qui découragent l'augmentation des dépenses pour les salaires des enseignants, et à promouvoir des politiques qui augmenteront l'attrait de la profession et permettront une hausse significative du recrutement d'enseignants professionnels là où il y a des pénuries.

– ACTION SUR LA DETTE : l'annulation ou la renégociation de la dette devrait bénéficier en priorité aux pays qui dépendent plus pour le service de la dette que pour l'éducation. Il faut établir de nouveaux mécanismes de la dette !

– ACTION SUR LES PARADIGMES : les ministères des Finances doivent considérer l'éducation comme un investissement et non comme une dépense.

– ACTION SUR LES DROITS DE TIRAGE SPÉCIAUX : La CME demande une nouvelle émission de l'instrument monétaire du FMI, comme cela a été fait pendant la Covid19, et une juste redistribution de ces ressources.

Pour plus d'informations sur cette campagne qui se déroulera du 29 mai au 2 juin et comportera des activités de communication, de plaidoyer et de mobilisation dans plus de 100 pays à travers le monde, vous pouvez consulter notre [site Internet](#) ou nous contacter :